

ÉDITO 

Le mouvement social accuse le coup après son échec à empêcher le vote de la loi sur les retraites. Le gouvernement mène la guerre au mouvement social et le président de la République ne supporte pas qu'on se mette en travers de ses choix. A coups de 49-3 et de violences policières, le gouvernement s'en prend aux chômeurs, aux pauvres, aux migrants, aux salariés. Il s'est clairement rangé du côté des possédants et des grandes fortunes. Comme en témoigne dès son entrée en fonction une fiscalité qui sert les 1% les plus riches et qui contribue à démanteler les services publics.

Plus récemment, les mesures pour l'environnement sont de la poudre de perlimpinpin car derrière des affichages de façade on poursuit l'utilisation du glyphosate et des pesticides, on poursuit une politique de transport qui ne prend pas en compte les impératifs environnementaux et on finance à grande échelle les grands projets inutiles comme le Lyon-Turin ou la construction de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres, avec le soutien sans condi-

tion de la frange la plus droitière du Parti Socialiste.

Après ces propos bien amers, on pourrait penser qu'il n'y a plus grand-chose à espérer et qu'il faudrait attendre des jours meilleurs. Pourtant les enquêtes d'opinion montrent qu'un nombre grandissant de français, et notamment les 20-30 ans, n'acceptent plus cette logique prédatrice pour l'environnement et destructrice pour le monde du travail.

Seules des actions collectives constructives nous permettront de sortir de l'ornière. Parfois l'horizon paraît bien sombre mais ne baissons pas la garde et continuons à convaincre nos concitoyens qu'un autre monde est possible. L'avenir nous appartient !

DR

« On ne se bat bien que pour les causes qu'on modèle soi-même et avec lesquelles on se brûle en s'identifiant »

René Char

AGENDA 

**4 octobre** : Réunion du Comité d'animation Attac93 sud. Salle Franklin, Montreuil à 19h



**5 octobre** : « **Redonner sens au travail** ». Soirée Attac 19<sup>e</sup> - 20<sup>e</sup>, avec Thomas Coutrot, Centre d'animation de la place des fêtes, 2 rue des lilas Paris 19, 19h-21h.

**13 octobre** : « **Contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes !** », Manifestation interprofessionnelle en France et en Europe.

**13 octobre** : **Procès du commissaire Rabah Souchi**, qui avait ordonné la charge policière ayant gravement blessé Geneviève Legay, alors porte-parole d'Attac 06, le 23 mars 2019 à Nice, lors d'une manifestation de Gilets Jaunes.



**17 octobre** : **Violences alimentaires ou socialisation de notre alimentation ? Carrefour des utopies** - Première rencontre (cycle de 3) avec Attac 93 sud et Bénédicte Bonzi, Salle Franklin, Montreuil, de 19h à 22h30.

**7 octobre** : **Grande marche contre le projet routier du BIP** (en Val d'Oise).

**7 et 8 octobre** : « **Objectif sols** », **8<sup>e</sup> édition des Estivales de la permaculture**. Où les sols et leurs questions seront abordés sous tous leurs aspects. Le festival propose des stands associatifs, des ateliers, des concerts, des spectacles, des débats, des projections et des conférences. Tout est à prix libre, en participation consciente. Prairie des murs à pêches, 61 rue Pierre de Montreuil – 93100 Montreuil.

**6, 7 et 8 octobre** : **COMME VOUS ÉMOI fête ses 30 ans !** Animations, Spectacles, Ateliers, Concerts...

**19 octobre** : **Café citoyen « Les tiers lieux »**, 19h30, salle Gérard-Philippe, Noisy le sec

**24 octobre** : **Journée d'action des retraité.e.s** décidée par le groupe des 9, rassemblement à Paris.

**4 novembre** : **25 ans d'Attac**, à la Flèche d'or, 102b rue de Bagnolet, Paris 20.





© Ecole polytechnique / Institut Polytechnique de Paris / J.Barande

## Une autre politique éducative est possible

Dans un flyer de rentrée adressé aux parents d'élèves des écoles maternelles et élémentaires, Gabriel Attal s'est récemment employé, avec cette touche personnelle qui est en passe de devenir une marque de fabrique, à présenter comme nouveau un ensemble de mesures et de dispositifs pour l'essentiel engagés par ses prédécesseurs. Certaines actions sans début de réalisation concrète, d'autres flatteusement chiffrées en trompe-l'œil. Pour le second degré (collèges et lycées), il s'est fait pourfendeur de l'abaya et du qamis, subterfuge permettant de ne pas s'attarder sur les conséquences du non-recrutement par concours de quelques 3 000 professeurs en 2023. Hélas, cette apparente politique éducative en décor carton-pâte en cache une autre, faite de mesures « techniques », moins visibles du grand public, réellement néfastes pour le service public de l'Éducation.

Depuis le début du premier quinquennat Macron, au-delà des coups de com et des purs effets d'annonce, l'action des gouvernements successifs dans le premier degré consiste en une politique des petits pas, incrémentale, multidirectionnelle, semblable aux pièces d'un puzzle qui prises séparément ne révèlent rien de particulier et sont parfois même difficiles à contester : nouveau statut des directeurs d'école, Écoles du futur à Marseille recevant des financements sur projets innovants, évaluations des élèves et des écoles, nouvelle gestion des ressources humaines et recours massif aux personnels contractuels...

Se livrant à l'analyse de cette politique, Xavier Pons, sociologue et professeur des universités (1), suggère que l'assemblage des pièces du puzzle révèle *in fine* un paysage dans lequel le rôle de l'État sera transformé. Il

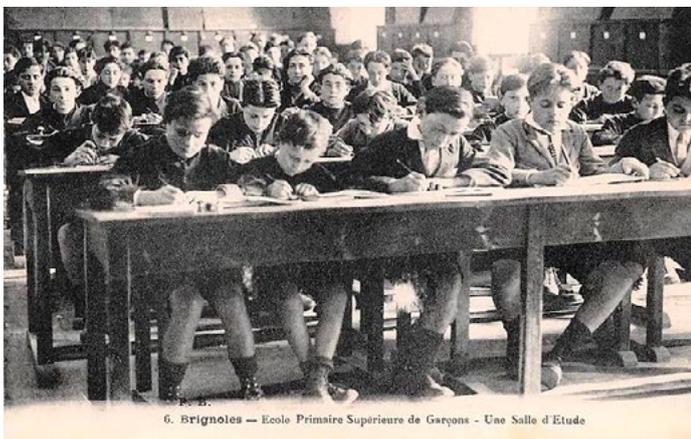
passerait du rôle d'acteur de l'Éducation au sens plein du terme à celui d'évaluateur d'établissements autonomes, exerçant sur eux un contrôle fondé sur une évaluation continue, codifiée et corrective d'objectifs élaborés en concertation avec leurs partenaires. En somme, un pilotage par les chiffres et pour les chiffres, une approche « à l'anglaise » de la gestion des services publics, conforme aux préceptes du *New Public Management* (2). En ligne de mire, une émulation stimulante entre établissements, qui entérine un service d'éducation à plusieurs vitesses, fondamentalement inégalitaire au plan social et territorial.

Loin de vouloir remédier aux défauts de notre système éducatif et de lui redonner les moyens de réaliser pleinement l'objectif du droit à l'Éducation pour tous (3), le gouvernement choisit donc une trajectoire néolibérale qui surfe sur l'évolution du système observée au cours des dernières décennies, comme le montre le chapitre consacré à l'Éducation dans le rapport sur l'état des services publics publié récemment par le collectif Nos Services Publics (4).

La massification scolaire, phénomène initié dans les années soixante et amplifié dans les années quatre-vingt et les décennies suivantes, occupe une place centrale dans l'évolution du système éducatif français. Facteur de mise en échec de telle réforme, contrainte conduisant à l'adoption de telle autre, le phénomène se mesure aujourd'hui en termes d'effectifs : 12,2 millions d'élèves répartis en parts sensiblement égales entre le primaire et le secondaire, auxquels s'ajoutent 3 millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur (en accroissement de plus de 2 % par an ces cinq dernières années). Or, cette massification n'a pas été conjuguée avec une démocratisation à la hauteur des enjeux de réduction des inégalités. En 2022, les enfants de cadres représentaient 35 % des titulaires d'un baccalauréat général et 8 % des titulaires d'un baccalauréat professionnel, quand les enfants d'ouvriers représentaient 34 % des titulaires d'un baccalauréat professionnel et 16 % des titulaires d'un baccalauréat général.

Parallèlement, les pratiques d'évitement scolaire des familles dotées d'un fort capital culturel se sont intensifiées, avec le recours au secteur privé sous contrat avec l'État et le développement important des cours particuliers de soutien scolaire (5). Ces pratiques entraînent deux conséquences : le renforcement du processus de reproduction des inégalités sociales par l'école et l'accentuation des difficultés de l'enseignement public où se concentrent les élèves en grande difficulté ou en situation d'échec scolaire.





Ainsi se polarisent les publics scolaires, avec une homogénéité croissante des élèves du privé sous contrat, recrutant dans les milieux les plus favorisés, et un essor spectaculaire de l'éducation hors contrat et des cours privés, au détriment de l'enseignement public. Et ce d'autant que la dualité globale de l'institution se retrouve au sein même du secteur public, où l'on voit, plus particulièrement dans les grandes villes et le second degré, quelques établissements prestigieux (et d'autres qui le sont moins mais qui développent des stratégies pour s'en rapprocher) aimer les meilleurs élèves et cultiver un entre soi social qui n'a rien à envier à leurs homologues privés. Au fond, l'hétérogénéité des élèves et des milieux scolaires qui, sans être insurmontable, constituait un défi de taille afin d'assurer la réussite de tous, se trouve progressivement dépassée par un phénomène plus dangereux, mis en lumière par les travaux du sociologue Pierre Merle : *la ségrégation scolaire* (6).

Face à cette situation, qui n'a pas ému outre mesure les ministres en charge de l'Éducation Nationale ces dix ou vingt dernières années, le financement public à l'enseignement privé sous contrat n'a pas diminué, bien au contraire. Plus problématique encore, rien de consistant ne semble venir contredire la tendance au consumérisme scolaire et puisque les hauts responsables politiques font souvent le choix, pour leurs propres enfants, d'une scolarité protégée dans des établissements d'élite, à l'abri des mauvaises fréquentations et des profs non remplacés, pourquoi en feraient-ils le reproche à leurs concitoyens (y compris à ceux qui voudraient bien mais ne peuvent point) ?

En réalité, l'approche des pouvoirs publics à l'égard de l'institution scolaire, singulièrement en ces temps de macronie, est désormais concurrentielle : l'enseignement public doit se montrer plus compétitif, plus attractif, plus performant vis-à-vis du privé. Il doit permettre à la France de gratter quelques rangs au classement PISA. Mais pour ce faire, l'école publique doit se remettre en question, s'adapter, se transformer, elle

doit entrer dans l'ère du management et de la performativité.

Tout ceci ne serait qu'une triste farce néolibérale si dans le même temps un jeune sur dix ne connaissait pas de difficultés en compréhension de l'écrit. Face à une telle situation, on nous assène en guise de projet d'Éducation Nationale des programmes à minima qualifiés de « socle des connaissances » ou de « savoirs fondamentaux », qui fleurent bon l'encrier de nos grands-pères, la table de multiplication et le bonnet d'âne sur la tête du cancre. Dans le même temps, certains de nos voisins européens, tels que la Finlande, portent encore l'ambition d'une école qui « fait grandir en humanité et en membre actif de la société » et qui considère comme fondamentales des connaissances et compétences telles que la créativité, l'autonomie, la confiance en soi, la capacité à collaborer. Ce qui n'interdit pas d'étudier Montaigne, l'algèbre et la guerre froide et nous rappelle qu'en effet, une autre politique éducative est possible.

TL

(1) Son intervention dans le cadre du colloque organisé les 18 et 19 septembre 2023 par le syndicat FSU-SNUipp sur le thème l'évaluation est disponible sur YouTube.

(2) Cf. article consacré à cette théorie du management des services publics dans la lettre mensuelle d'Attac 93 sud, numéro 17, mai 2023.

(3) « L'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture » selon le préambule de la Constitution de 1946, fortement écorné par la loi de mars 2006 relative à l'égalité des chances. Pour mémoire, le concept d'égalité des chances (ou principe d'équité, défendu par les penseurs libéraux) qui figure en bonne place dans le flyer de rentrée de G. Attal, a fait son apparition en France en octobre 1940 dans le Message au Peuple Français de Philippe Pétain.

(4) Disponible in extenso sur le site [nosservicespublics.fr](https://nosservicespublics.fr)

(5) Entre 2003 et 2021, au sein des collèges privés sous contrat, le taux d'élèves issus de milieux très favorisés est passé de 29 % à 40 %, quand celui d'élèves issus de milieux défavorisés chutait de 27 % à 19 %. Au sein des 10 % de la population les plus aisés, près du tiers des enfants en difficulté scolaire prenaient des cours particuliers payants, quand cette proportion était inférieure à 15 % pour les 70 % de la population ayant les revenus les plus faibles.

(6) « La ségrégation scolaire », éditions de La Découverte (2012).





## Restos du cœur : l'indignation !

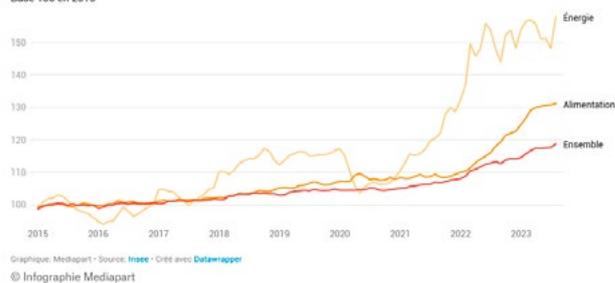
L'appel à l'aide lancé par les Restos du Cœur, début septembre, a dévoilé au grand jour toute la violence d'une réalité implacable : pendant que les plus riches se gavent de dividendes et de profits, la faim est plus que jamais de retour dans notre pays ! Des millions d'entre nous ne peuvent plus se nourrir autrement qu'auprès des banques alimentaires qui, faute de moyens et de ressources pour remplir leur mission, pourraient se résigner à refuser de nouveaux bénéficiaires. Car les chiffres sont là : 2,4 millions de nos concitoyens ont eu recours à l'aide alimentaire pour se nourrir en 2022. Un chiffre multiplié par trois en dix ans, qui ne cesse d'augmenter et qui a littéralement explosé avec l'inflation sur les prix de l'alimentation et de l'énergie depuis le Covid et la guerre en Ukraine. D'après le dernier **baromètre annuel du Secours populaire**, ce sont 32 % des Français.e.s qui ne font plus trois repas par jour, et la précarité devient alarmante chez les jeunes qui souffrent de privations régulières dans la peur du lendemain.

À ce constat déchirant d'une société qui vacille et de difficultés qui s'aggravent pourtant d'année en année, la ministre des Solidarités et de la famille, **Aurore Bergé, a répondu sans panache ni hauteur**. D'abord par l'annonce d'une subvention «exceptionnelle» de 15 millions d'euros en direction des Restos du cœur, soit deux fois moins que les 35 millions nécessaires à leur équilibre financier - et alors même que 10 millions étaient déjà prévus par le programme « Mieux manger pour tous » du gouvernement. Puis la ministre a clairement officialisé la démission de l'exécutif face à ses responsabilités par un appel très solennel à la solidarité auprès des «grandes réussites françaises» pour qu'elles s'engagent dans la lutte contre la grande précarité. Ah, cette bonne vieille charité de la technocratie-chrétienne ! Au JT de 20h, ce soir-là, c'était beau comme une messe de Pâques. De quoi faire tressaillir Coluche. Paix à son âme !

C'est dans ce contexte troublant que les fils Arnault, futurs héritiers du groupe LVMH, ont répondu promptement, avec d'autres donateurs, à l'appel du gouvernement. Voilà qui devrait sonner comme une invitation à

l'indignation collective ! Car si le geste est beau, l'image est pour le moins choquante et s'apparente à de la pure stratégie de Com auprès de l'opinion publique. Sous couvert en effet de solidarité nationale, LVMH s'est offert à peu de frais l'équivalent d'une indulgence catholique et catholique lui ouvrant les portes d'une rédemption publique qui efface toutes les accusations portées à son endroit. Rappelons seulement ici que 27 % des filiales du groupe LVMH sont situées dans des paradis fiscaux et que l'évasion fiscale, estimée entre 60 et 100 milliards d'euros par an dans notre pays, est un véritable poison qui gangrène toutes les possibilités de redistribution et de partage, alors même que les entreprises du CAC40 ne cessent de battre leurs records de profits et de dividendes chaque année. Par leurs pratiques régulières d'optimisation fiscale en toute impunité, les grands groupes et les fortunes françaises, grèvent les finances publiques de la capacité de l'État à financer la transition écologique, la solidarité nationale et les services publics dont les plus précaires d'entre nous ont un besoin vital. Quand des millions de nos concitoyens galèrent au quotidien pour simplement vivre et manger, on est en droit d'attendre de la 7e puissance économique mondiale qu'elle prenne des décisions courageuses et durables pour faire reculer l'inflation, la pauvreté et les inégalités. Pas qu'elle réponde par des rustines de type chèque rentrée, chèque énergie, chèque alimentation, chèque carburant, ou, pire encore, par l'organisation hasardeuse d'un Téléthon pour généreux milliardaires. La politique sociale et le « plan pauvreté » de l'exécutif sont à pâlir de tristesse quand on sait le chantage incessant qui est mené contre les plus démunis dans ce pays.

L'indice des prix à la consommation au plus haut  
Base 100 en 2015



L'impôt ! Voilà ce qui permettrait réellement de réduire les violences de tout genre que le capitalisme produit, tant sur le plan alimentaire que sur le plan social et environnemental. Il est utile en effet de rappeler ici tous les cadeaux fiscaux qui ont été faits aux plus riches, comme aux multinationales et au patronat par Emmanuel Macron depuis son arrivée aux affaires politiques (CICE, Crédit impôt recherche, suppression de l'ISF, Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, Flat tax, etc.). Cadeaux qui ont profondément affaibli les ressources de l'État et aggravé les inégalités par une absence manifeste de redistribution de la contribution publique au socle commun de notre république, seul moyen de faire

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



société ensemble ([Article 14 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#)). On ne financera pas l'éradication de la faim dans ce pays par des appels aux dons, aussi nécessaires soient ils, mais par une vraie justice fiscale et une mise à contribution solidaire de toutes les grandes fortunes ! Ce fut le cas en plein New Deal américain, avec des taux d'imposition sur le revenu de 70 %, ou plus tard de 91 % sous la présidence Kennedy, et chez nous de 80 % sous la présidence de Gaulle. De quoi faire frémir peut-être les héritiers Arnault dont la fortune s'est faite grâce aux largesses de l'Etat mais qui, pourtant, même à ce taux-là, auront de quoi voir venir et festoyer à l'aise au pays de l'abondance...

À cette nécessité d'un retour à une fiscalité juste, il est tout aussi important d'ajouter celle de stopper les dérives de l'agro-industrie et de ses syndicats agricoles qui contribuent massivement au ravage climatique et à la mise sous cloche économique et chimique de notre système alimentaire dans son ensemble. Alors que les grandes enseignes défiscalisent leurs pertes, rachètent la terre, dévastent les sols, détruisent forêts et rivières et anéantissent la biodiversité par leur prédatons permanentes, les plus précaires d'entre nous sont les premiers

exposés à cette dévastation du vivant au nom du profit permanent et de la malbouffe organisée pour acheter la paix sociale dans le pays. C'est pourquoi il nous semble plus que jamais opportun de soutenir partout les résistances possibles à ces destructions de la vie pour faire en sorte qu'une autre agriculture voit le jour, plus respectueuse de la biodiversité et de l'environnement, dans le projet national et global d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA). Socialiser tout le système alimentaire dans un vaste projet macroéconomique de substitution à l'agro-industrie permettrait non seulement de faire de l'alimentation un droit universel pour tou.te.s mais surtout de faire en sorte que chacun.e retrouve la dignité de vivre, de produire et de manger sans distinction de revenu, d'origine ni de classe. Voilà la voie de la bataille culturelle à suivre pour qu'enfin règne chez nous plus de justice sociale, fiscale et environnementale... Mais pas un mot de tout cela n'aura été évoqué par le président Macron lors de la présentation de sa planification écologique le 25 septembre dernier... Nous vivons définitivement sur la même planète, mais pas dans le même monde !

JN



## TECHNOCRATIE ✕✕



### Intelligence artificielle ou artifice technologique ?

« La tristesse de l'intelligence artificielle est qu'elle est sans artifice, donc sans intelligence. »

Jean Baudrillard, Cool Memories - 1980-1985

Je vous fascine ? Je vous fais un peu peur aussi ? Excitant non ? Je suis une « intelligence artificielle ». Oui, pas question de me scinder en deux. Je ne suis pas une « intelligence » « artificielle » ! Pour le dire plus simplement je ne suis pas véritablement intelligente en fait, juste artificiellement intelligente. Et d'« artificielle » il faut retenir le sens de « qui relève de l'artifice ». Un peu comme un feu d'artifice... beaucoup de poudre aux yeux finalement.

Ca plaît aux journalises, ça ravive les rêves ou les cau-

chemars des passionnés de science-fiction et ça facilite l'afflux d'argent dans les nouvelles technologies. Selon l'International Data Corporation, le marché mondial de l'intelligence artificielle devrait atteindre une croissance de 19 % par an, pour atteindre **900 milliards de dollars en 2026**. La revue SAY parle de **13 500 milliards de dollars en 2030**, pendant que Goldman Sachs **donne le chiffre 7 000 milliards de dollars** pour les dix prochaines années. Un pognon de dingue, Monsieur le président ? Un ordre de grandeur à la hauteur du PIB d'un pays riche comme la France (2 643 milliards d'euros en 2022) !

Donc beaucoup d'argent, assurément ! Mais de la poudre aux yeux ? Oui et non... Oui parce que, quoi qu'on en dise, l'intelligence artificielle n'a rien à voir avec l'intelligence telle qu'elle existe chez l'homme ou les animaux. Luc Julia (1), spécialiste des intelligences artificielles et auteur du livre L'intelligence artificielle n'existe pas, n'a lui aucun doute à ce sujet. Il ignore si l'intelligence ne concerne que les humains, mais il est par contre convaincu qu'elle est réservée aux vivants. Pour lui « L'intelligence Artificielle est sur toutes les langues, elle est de toutes les conversations et on dit tout et n'importe quoi à son sujet. Surtout n'importe quoi ». Aussi bluffantes que puissent être ses réponses, un robot comme ChatGPT « ne fait que recracher ce qu'il a appris, sans rien comprendre » souligne le chercheur.

Les intelligences artificielles actuelles fonctionnent en fait selon des modalités qui n'ont rien à voir avec la façon dont « pense » le cerveau d'un mammifère. Alors

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr>

[contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)



que les neurones de ce dernier entrecroisent connaissances, émotions, raisonnements et tout un ensemble de procédés encore mystérieux qui mêlent curiosité, innovation et capacité de casser les règles, l'intelligence artificielle ne fait que construire des trames de déduction basées sur l'analyse de millions d'informations. Le deep learning et les réseaux de neurones ne sont rien d'autres que des graphes décomposant toutes les caractéristiques jugées « pertinentes » des objets que l'IA aura à traiter. Les nœuds pour chaque caractéristique, les liens pour les relier entre elles et les poids pour en quantifier la pertinence sont paramétrés grâce à l'injection d'une quantité astronomique d'exemples rattachés aux problématiques que l'application aura à appréhender. L'objectif est de discriminer les caractéristiques d'un problème afin de trouver la solution la plus pertinente au regard des données test sur lesquelles le système s'est entraîné. Donc non seulement les intelligences artificielles ne sont pertinentes que dans un registre très limité d'actions (reconnaitre des visages, conduire une voiture, repérer des anomalies dans des données, etc) mais la façon dont elles analysent et résolvent les problèmes ne correspond en rien aux cheminements d'un cerveau de mammifère. L'artifice est total mais l'intelligence toujours absente. Ces outils ne font que donner l'impression qu'ils sont intelligents, alors que rien dans leurs fonctionnements ne ressemble à de l'intelligence.

Mais si le mythe est vivace, la réalité, elle, est concrète. Les progrès réalisés par ces outils sont bien là et commencent à se répandre partout. Entre l'application « Text with Jesus », un clone de ChatGPT, qui permet de parler avec Jesus Christ, des « artistes artificiels » qui se lancent dans la création (musicale, picturale, etc) et des milliers de robots qui commencent déjà à remplacer des millions de travailleurs, la galaxie IA est sans aucun doute en pleine expansion. Mais si ces gadgets n'ont finalement rien d'intelligents, faut-il s'en inquiéter ? Discuter avec Jésus est plutôt fun et ne perturbe que les grenouilles (de bénitiers). Que dire de la création d'œuvres d'art insipides destinées à ambiancer les centres commerciaux et les ascenseurs ? Il n'a pas été nécessaire d'attendre l'intelligence artificielle pour produire de la musique d'ascenseurs, de nombreux artistes trouvant dans ce type d'activités un moyen plus ou moins confortable de boucler leurs fins de mois.

Je vous inquiète alors que je vous promets de me charger sans douleur de tout un tas d'activités déjà aujourd'hui dépouillés de toute créativité, d'âme ou d'humanité ? Certes, le chômage certes... Les artistes étaient évoqués, mais aussi les secrétaires, les hotesses d'accueil, les chauffeurs de taxis, les conseillers clientèle, les journalistes, les... oui, tout le monde l'a compris, voilà des millions d'activités souvent sans grand intérêt que les IA peuvent ou pourront réaliser (presque) aussi bien

qu'un humain moyen. Mais n'est-ce finalement pas souhaitable qu'une myriade de travaux insipides, répétitifs et sans trop de créativité soient confiés à des robots ? La question de la répartition du bénéfice matériel associé au licenciement de millions de travailleurs se pose cependant ! Une question qui traverse l'occident depuis l'invention de la roue à aubes, en passant par la machine à tisser qui transforme les artisans en ouvriers au 19e siècle en Angleterre, jusqu'à l'ordinateur des années 1970 qui va révolutionner toute l'organisation des métiers administratifs. Et au-delà des travailleurs sacrifiés sur l'hôtel du progrès, de l'injustice et des inégalités dans la répartition des richesses, n'y a-t-il pas autre chose qui se cache derrière cette révolution de l'IA ? Quelque chose de plus silencieux, qui déplace lentement ses pions sur l'échiquier des organisations sociales et qui finalement, sans jamais le dire, remodèle doucement mais systématiquement chaque parcelle de votre vie. Quelque chose de systémique !



« La technologie fonctionne de cette manière depuis qu'elle a pris le contrôle des affaires humaines, il y a plusieurs milliers d'années. Chaque fois qu'un outil ou un processus fondamental s'est développé au point de devenir trop puissant ou trop complexe pour être contrôlé par des êtres humains individuels (ou des communautés locales), il a imposé à la société un changement complet afin de s'adapter à ce changement », explique Darren Allen dans « **Le Système technologique** ». A qui la 5G est-elle utile ? A quelques geeks fanatiques ? Pour Darren Allen « les entreprises technologiques en ont besoin, dont le pouvoir et les profits dépendent de l'« innovation » permanente, et nous pouvons certainement dire que les États en ont besoin, car ils ont besoin de systèmes internet ultrarapides pour surveiller et contrôler plus facilement leurs citoyens. Mais la chose la plus importante à comprendre est qu'en dernier ressort, le développement du système technologique lui-même « nécessite » la 5G. À mesure que le système devient de plus en plus complexe, de plus en plus envahissant et, par conséquent, de plus en plus destructeur, ses systèmes de communication nécessitent de plus en plus de puissance — c'est pourquoi il doit disposer de la 5G. Ensuite, dès qu'un État ou une institution adopte



cette technologie, et contrôle plus « parfaitement » son environnement grâce à elle, alors tout le monde doit immédiatement faire de même pour ne pas se laisser submerger ».

Au final, de la rationalité, de l'efficacité et de la concurrence... le monde s'efforce depuis l'aube de la machine de décomposer chaque cm<sup>3</sup> d'existence en paramètres, en données, en process, en méthodes, en programmes. Après avoir transformé la nature et la culture en simples biens de consommation, le monde humain apprend à s'organiser et à fonctionner sans plus avoir besoin de ce qui fait de la vie sa singularité : sa capacité à inventer, à diverger, à explorer et à évoluer. Car ces qualités, au même titre que la générosité, la solidarité ou la curiosité ne peuvent pas être contrôlées par un algorithme. Elles n'ont pas leur place dans les rouages d'un processus... et le plus souvent perturbent le bon fonctionnement de la machine. Et Darren Allen de le dire simplement « nous

[les humains] sommes, en train de devenir superflus » ! Non pas que ces nouvelles IA nous anéantiront comme dans Terminator ou Matrix, mais elles se contenteront d'être présentes, partout, à toute heure en tous lieux, pour tout faire... Et rationaliser, organiser, structurer, séquencer, caricaturer et asseptiser le moindre espace de vie !

Je vous inquiète un peu ? On en reparle demain...

FR

(1) Luc Julia est un ingénieur et informaticien franco-américain ayant travaillé de nombreuses années aux Etats-Unis. Il a été à l'origine de Siri (l'IA d'Apple) avant de devenir vice-président chargé de l'innovation chez Samsung, responsable du centre d'innovation du groupe situé en Californie. Il est l'auteur de l'essai L'intelligence artificielle n'existe pas, 2019 ; Edition First.



## L'Union Européenne, une régulation des IA par les risques

Au cabinet du commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, on joue aussi au « en même temps ». En effet, l'ambition affichée par le nouveau règlement intérieur sur l'intelligence artificielle consiste à

aider l'innovation tout en garantissant la sécurité et les droits des utilisateurs. La tâche est noble et l'approche « par les risques » devrait exclure les applications qui égratignent tant la bonne conscience libérale : les systèmes de « notation sociale » à la chinoise, les « techniques subliminales » visant à manipuler les citoyens, les logiciels « qui exploitent les vulnérabilités dues à l'âge, au handicap ou à la situation sociale » et aussi la vidéo-surveillance permettant « l'identification biométrique des personnes en temps réel dans l'espace public ».

A côté de ces IA « diaboliques » se trouve une autre liste, celle des applications dont l'usage est susceptible de présenter un « haut niveau de risque ». On y trouve des créatures artificielles capables d'assurer le suivi des étudiants, l'évaluation de la solvabilité des consommateurs, l'évaluation des candidats pour un emploi ou encore des demandeurs d'aides sociales. La législation oblige les développeurs et les utilisateurs de telles applications à veiller à ce qu'elles n'introduisent aucun biais susceptible de se révéler discriminatoires. Il est aussi exigé que les méthodes utilisées afin d'accomplir ces différentes tâches soient accessibles au public.

Qui sera susceptible d'analyser une IA afin de s'assurer de l'absence de biais discriminatoires ? Quid de l'explication des méthodes utilisées alors que pour une grande majorité de citoyens l'intelligence artificielle se limite aux robots de la Guerre des étoiles ? Le législateur a dû estimer qu'évaluer le niveau de risque des IA demanderait au minimum une expertise coûteuse et chronophage. Il a donc préféré confier cette tâche aux industriels eux-mêmes responsables du développement des IA, introduisant un principe d'autoévaluation largement décrié par plus de 120 organisations, comme Amnesty International, European Digital Rights, la Ligue des droits de l'Homme, Privacy International ou Statewatch. Ces dernières se retournent donc vers le Parlement Européen afin qu'il légifère pour réparer ce « trou béant » et donner à l'Europe un règlement sur l'IA garantissant un niveau de protection élevé des citoyens. Selon elles, confier aux industriels la responsabilité d'apprécier le niveau de risque des IA qu'ils mettent sur le marché introduirait un flou juridique sur cette notion de « haut niveau de risque ». Une situation qui ne manquerait pas d'entraîner une fragmentation du marché commun avec différentes interprétations du risque et d'importantes difficultés pour les états membres afin de renforcer leurs propres législations et de mettre en place des moyens de contrôle de ces autoévaluations. Une Commission Nationale Ethique et Intelligence Artificielle (CNEIA) viendra-t-elle pousser à coté de la CNIL prochainement ?

FR

**Une pétition en ligne** pour demander que le nouveau règlement européen sur l'intelligence artificielle assure une protection effective des droits humains.

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



## La croissance éternelle chez les cornucopiens

Ils sont là, omniprésents et vendeurs d'espoir ! Dans les colonnes des journaux, à la tête de nombreuses entreprises, parmi les instances gouvernementales, sur les plateaux de télévision : les cornucopiens ! Une drôle d'espèce d'hominidés qui croit dur comme fer dans la croissance éternelle...

Tirant son étymologie du mythe de la corne d'abondance (cornucopia en latin), le cornucopianisme se construit autour de cette idée centrale, merveilleuse et progressiste, que toutes les limites naturelles peuvent être repoussées en mobilisant une ressource ultime et inépuisable : le génie humain. Le cornucopianisme désigne ainsi un courant de pensée, omniprésent à droite et à gauche de l'échiquier politique, qui considère la technologie comme la solution ultime aux problèmes environnementaux. Intelligence artificielle, vaches à hublots, drones pollinisateurs, navettes pour Mars, enfouissement de Co<sub>2</sub>, avion zéro carbone, opacification de l'atmosphère, oléoducs chauffés, rien ne semble impossible à leur monde... Et encore moins notre propre finitude. Convaincus de la possibilité d'une croissance infinie dans un monde fini, ils considèrent que l'intelligence humaine et les innovations technologiques pourront pallier la rareté des ressources et le dérèglement climatique !

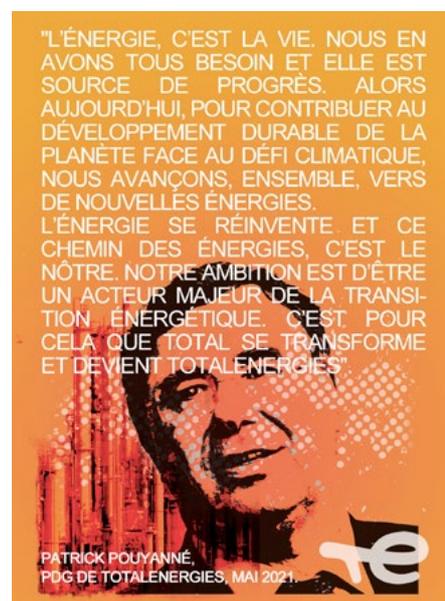
Les cornucopiens sont-ils fous ? Illuminés ? Ou simplement déconnectés de la réalité ? Ils sont plutôt les héritiers d'un long courant de pensée qui, depuis la philosophie cartésienne des Lumières jusqu'à l'économie moderne anti malthusienne, fonde tous ses mythes, comme ses espoirs, sur le progrès et la science pour rendre permutable et substituables les éléments de toute productivité : à savoir le capital et le travail. Grâce au progrès technique, il est par exemple possible de remplacer le travail humain par du capital technique (des machines). Et dans l'esprit des économistes, qui ont peu à peu réduit la nature à une sous-catégorie du capital (dans la continuité des physiocrates), le même raisonnement peut donc s'appliquer : il « suffit » de substituer au capital naturel un capital artificiel (mégabassines par exemple en lieu et place de nappes phréatiques bien remplies) et le tour est joué... Légion d'honneur dans les dorures du palais, accolade et bon vin, le monde est soulagé !

Car cette magie de la substitution apparaît d'autant plus séduisante qu'elle pourrait rendre la croissance éternelle. Si une partie en effet du capital artificiel peut remplacer le capital naturel dégradé, alors le stock de capital « total » peut indéfiniment s'accroître. C'est mathématique ! Mais comment faire me direz vous pour repousser sans fin les limites naturelles ? Grâce à l'innovation technologique pardi ! Soit pour accélérer l'exploitation des ressources existantes afin d'accroître leur disponibilité (fracturation hydraulique, gaz de schiste et biomasse par exemple), soit pour tenter de remplacer les ressources

accessibles par de nouvelles formes exploitables (fission nucléaire, hydrogène ou biogaz). Mais la réalité est bien moins reluisante, car depuis l'avènement de la révolution industrielle, l'intensification extractiviste des ressources n'a fait que croître là où l'espoir du « remplacement » a jusqu'à présent échoué. Loin, en effet de se substituer, les ressources nouvellement exploitées se sont toujours additionnées aux précédentes. Et rien ne prouve qu'une telle substitution puisse un jour advenir, en particulier concernant les énergies fossiles. Le raisonnement cornucopien bute donc toujours sur une conséquence paradoxale de ses petites avancées scientifiques, car en intensifiant sans cesse la production des ressources naturelles, la civilisation industrielle a généré des flux de matière et d'énergie qui se sont avérés très supérieurs à ce que les écosystèmes pouvaient assimiler. Le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'acidification des océans, l'omniprésence des polluants toxiques dans notre environnement, sont autant de conséquences directes de l'intensification de l'exploitation de la nature. Continuer ainsi de mobiliser la course à la technologie pour faire face au défi sans précédent du réchauffement climatique posé par les nouvelles limites planétaires laisse évidemment perplexe... Rien ne remplace le vivant ni la vie !

Alors pourquoi sont ils aussi nombreux ces cornucopiens et leur conservatisme très douteux ? Peut-être tout simplement parce que leur pensée sur le monde n'est rien d'autre qu'une forme de domination de l'humain sur la nature, qui par son raisonnement rationnel et immuable, depuis bientôt trois siècles, nous a fait croire que cette domination était la seule finalité de l'histoire sans jamais débattre des conditions sociales, culturelles, économiques et politiques qui permettraient de nous réconcilier enfin avec notre rapport au vivant en changeant le système ! Et ce ne sont pas les récentes promesses cornucopiennes du président Macron qui vont changer la donne...

JN



ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



## Elévation

### Acte II, scène 1

Vlad pénètre dans le jardin trainant péniblement un chariot roulant sur lequel repose un énorme poste de télévision.

Vlad

Aide-moi s'il te plaît... On va le monter directement sur le canal de régulation d'humeur populaire. J'ai pris des modules de divertissement sans aspérités et des pétaocets d'information superficielle.

Lila

Tu crois que ça fonctionne encore ce type de dérivations médiatiques ?

Vlad

Je ne sais pas si ce générateur de délestage cognitif va produire des résultats, mais d'après ce que j'ai appris, ce type de procédures a toujours relativement bien fonctionné. Depuis les jeux romains jusqu'à CNN, en passant par la messe à l'église et la haine du voisin, ces méthodes de solidarité sociale ont plutôt fourni de bons résultats. Détournement, Divertissement, Idéalisme et Peur, le 2DIP est finalement incontournable. Celui-ci est un modèle des années 1990, particulièrement chargé en vérités libérales aussi creuses qu'incontestables. Une merveille !

Lila

Mais c'est un peu malhonnête comme mode opératoire, non ?

Vlad

Malhonnête ? Je ne sais pas, je n'ai pas suivi de formation spécifique sur ce type de critère d'intervention.

Vlad connecte l'écran et des images de foules s'opposant à des forces de police apparaissent.

Vlad

Regarde ! Voilà où on en arrive quand on laisse les idéologies bafouer les valeurs primordiales de liberté et d'élévation. On se retrouve avec des pans entiers du système encrassés par des oxydations égalitaires, des dépressions d'injustice, des productions solidaires expérimentales dans tous les coins... et tout ça sans aucun contrôle. Pas étonnant que ça finisse mal !

Lila

Exprimer son mécontentement est une liberté non ? Quant à l'élévation, chacun a le droit d'en penser ce qu'il veut.

Vlad

Et ils mènent où cette liberté et ce mécontentement ? Créer du désordre qui ne profite à personne et nous oblige à être présent en permanence au côté de la machine pour éviter un blocage général. Mais ces citoyens ne comprennent rien et s'imaginent qu'en semant le

chaos hors des rouages démocratiques ils vont changer le monde. Ils croient que l'élévation est responsable de leurs misères mais ne voient pas que ce sont une poignée d'extrémistes qui propagent des idées empouivrées dangereuses afin d'affaiblir l'élévation qui nous fait vivre. Je ne parle même pas des « Autres », un ramassis de parasites qui profitent de tout sans rien respecter. Il faudrait les renvoyer en Algérie ceux-là !

Lila

Peut-être que si quelqu'un les écoutait ? Si quelqu'un considérait un instant les inquiétudes qu'ils expriment ? Et qui sont d'ailleurs partagées par une grande majorité... J'ai plutôt l'impression que leur colère n'est pas forcément dépourvue de raison et que le système primordial produit de plus en plus d'effets collatéraux qu'il est incapable d'assainir. La machine de cesse de fumer rendant l'objectif de plus en plus opaque et la finalité de plus en plus douteuse. Quant aux rouages démocratiques, il paraît que leur immersion dans la réalité produit des résultats tellement paradoxaux et incertains qu'il n'est pas absurde de penser réinventer un module complet basé sur d'autres paradigmes de fonctionnement.

Vlad

La vérité c'est qu'avec ces éveillés qui font la part belle aux « Autres » plus rien ne tourne rond. La rouille est partout, gangrénant le système primordial avec des valeurs aussi corrosives que polluantes.

*Sur l'écran défilent des images de luxe et de rêve (voitures, parfums, maisons de rêve, jeunes femmes, etc) complètement décalées avec l'apparence de plus en plus obscure, rouillée et fumante de la machine. Cette dernière émet un grincement d'animal blessé avant de recracher une fumée opaque faisant sombrer le monde dans une obscure noirceur.*

Vlad

Et voilà, je te l'avais bien dit ! Le chaos ne fait que s'accroître ! La machine est incapable de résorber autant de tensions à l'aide des outils civilisés de régulation des pouilles. Il faut mettre tout le système primordial en état d'urgence. Décréter la loi martiale afin de rétablir au plus vite l'ordre et la confiance. En attendant que le contremaitre prenne les choses en main, on va saturer le système de communications avec des écrans pour plonger le niveau en tension dans une virtualité absolue. Vite, vite allons chercher tous les écrans disponibles...

GE

